

«Les régions doivent s'impliquer davantage dans la politique urbaine»

Les régions ont-elles les moyens de leur mission ?

Pour se préparer à l'échéance européenne, notre pays est plutôt confronté à un problème de taille des régions françaises qu'à des questions de moyens et de compétences. Avec la loi d'orientation sur l'administration territoriale, nous avons donné aux régions la possibilité de créer des ententes interrégionales, de coopérer, avec l'espoir qu'elles s'en saisiront. Cette possibilité institutionnelle n'est pas une obligation.

Faut-il renforcer l'action des régions ?

L'efficacité des actions repose d'abord sur la spécialisation des interventions de chaque collectivité locale. La région doit renforcer son rôle d'aménageur du territoire. Aujourd'hui, certaines régions ont tendance à se comporter comme de super-conseils généraux, et à pratiquer une politique de saupoudrage au lieu de s'investir dans les grands projets structurants. Je souhaite-

rais par exemple, qu'à l'avenir les régions s'impliquent réellement dans la politique des villes et l'aménagement urbain et qu'elles apportent à ces opérations, si nécessaires et si coûteuses, une contribution financière plus significative.

Allons-nous vers une plus grande transparence des financements ?

Actuellement, la quasi-totalité des quatre taxes d'impôts locaux est perçue par l'ensemble des collectivités locales, ce qui ne permet pas aux contribuables de voir précisément de quelles collectivités proviennent les augmentations d'impôt. Avec la loi d'orientation relative à l'administration territoriale, la taxe professionnelle pourra être spécialisée au profit des groupements de communes. Cela évitera notamment les effets pervers des disparités de taux de TP qui ont provoqué des surenchères entre communes voisines. De même, à partir de cette année, les ressources des départements sont liées au revenu. Je pense qu'il faut continuer progressivement dans cette voie de façon à ce que les ressources soient spécialisées par collectivités, ce qui rendra notre système fiscal plus transparent pour les citoyens. ■